

## NEWSLETTER SUR LA COOPERATION MONDIALE

Janvier 2015

### Dans ce numéro :

Article du mois :

- **Un partenariat éclaté pour la recherche d'une coopération en Asie du Sud** par Kalpana Jha
  - **Transformer notre monde après 2015 : appel universel à l'action**
  - **En route vers la Conférence mondiale conjointe de Séoul**
  - **Ressources et liens utiles**
- **Le partenariat éclaté pour la recherche d'une coopération en Asie du Sud** par Kalpana Jha



***Le 18<sup>e</sup> Sommet de l'Association Sud-Asiatique pour la Coopération Régionale (ASACR-SAARC) s'est tenu les 26 et 27 novembre 2014 à Katmandou au Népal. Lors du travail préparatoire pour le Sommet, on espérait une étape déterminante de nature économique à laquelle on parviendrait lors de cet événement régional de grande importance : l'intégration économique de la région d'Asie du Sud qui, malgré son immense potentiel, demeure l'une des régions les moins intégrées au monde, aurait ainsi reçu des encouragements bienvenus. Nous avons demandé à Mme Kalpana Jha, chercheuse à l'Institut des études sur la paix et les conflits (irénologie) de New Delhi, de nous faire part de ses quelques commentaires sur l'issue du Sommet de Katmandou, tout en abordant l'histoire de l'ASACR, ses activités actuelles et les défis régionaux concrets.***

**L'Editeur**

### L'origine

La proposition initiale d'établir l'ASACR vient de l'ancien Président du Bangladesh Ziaur Rahman en mai 1980 et a rapidement reçu le soutien du Népal, du Sri Lanka, des Maldives et du Bhoutan. La proposition reposait sur une logique pragmatique : améliorer la coopération régionale au sein de l'Asie du Sud dans le but de renforcer la stabilité, la sécurité et la paix dans la région. Il était surtout question d'objectifs économiques, tels que la répartition des ressources d'eau des rivières du Gange et du Brahmapoutre entre les pays voisins, la gestion des bassins fluviaux ou la promotion du commerce régional et le développement économique de la région en général, et plus particulièrement celui des pays membres. L'acceptation de la proposition par l'Inde et le Pakistan a été timide et progressive ; la condition majeure était d'exclure les questions de sécurité et les questions bilatérales

de ce que le cadre de coopération régionale couvrait, tel que proposé alors.<sup>1</sup> A l'issue de plusieurs réunions de ministères étrangers destinées à atténuer les différences existantes, la charte de l'ASACR a été acceptée par l'ensemble des sept membres au courant de l'année 1985. L'impulsion qui a conduit à l'accord final était l'idée de faire face aux défis communs et de nourrir un futur commun, ainsi que de créer les conditions nécessaires pour améliorer la compréhension des problèmes de chacun et pour gérer les conflits. À l'issue du 13<sup>e</sup> Sommet de l'ASACR qui s'est tenu en 2005, l'Afghanistan était le huitième pays à devenir membre. Les aspects qui rendent cette coopération unique dans cette région sont la grande diversité qui existe parmi ces pays en termes de superficie, de PIB et de population, en plus de similitudes considérables concernant le niveau de développement humain et économique.

La coopération au sein de l'ASACR se base sur le respect des principes de l'égalité souveraine, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique, de la non ingérence dans les affaires internes des Etats membres et sur le principe du profit mutuel. La coopération régionale se veut complémentaire aux relations bilatérales et multilatérales des membres de l'ASACR. Les déclarations et les conventions de l'ASACR se concentrent avant tout sur la sécurité des personnes et sur la gouvernance démocratique en promouvant les relations commerciales entre les pays. Les axes majeurs que l'on trouve dans les conventions de l'ASACR sont : la lutte contre le terrorisme, la prévention du trafic d'êtres humains et de la prostitution, l'amélioration du bien-être des enfants, la prévention du trafic de drogues et de narcotiques, et la mise en place d'une coopération mutuelle pour les affaires criminelles.

Cependant, la région est restée l'une des plus instables, la coopération régionale n'ayant que très peu contribué à améliorer la situation. L'insécurité intérieure, de même que les interventions extérieures, ont joué un rôle décisif dans la situation actuelle de la région. Des thèmes comme le trafic de drogues, le terrorisme et les disputes interrégionales et intrarégionales sont présents dans toute l'Asie du Sud et portent préjudice à la région. La baisse de confiance entre les Etats membres eux-mêmes a contrecarré le projet d'unité, et cela reste, malheureusement, encore le cas aujourd'hui. Cette situation a également contribué à un manque chronique de financement, ce qui a conduit à l'incapacité de faire face aux catastrophes naturelles les plus destructrices, à savoir, le cyclone du Bangladesh de 1991, le tremblement de terre au Pakistan de 2005 et les inondations au Pakistan de 2010.

Malgré tous les facteurs négatifs, on ne peut pas considérer l'accord comme un échec total. De nombreuses réussites significatives doivent être mentionnées : (i) la Convention régionale sur la suppression du terrorisme, (ii) le Centre d'informations de l'ASACR sur l'Agriculture de Dhaka, (iii) le programme d'échange audiovisuel de l'ASACR (SAVE), (iv) la Charte sociale qui fixe des objectifs pour l'éradication de la pauvreté, la stabilisation de la population et le développement des ressources humaines, et (v) le SACODIL (Consortium de l'ASACR sur un enseignement ouvert à tous et à distance) et les Directeurs des Commissions des subventions aux universités (UGC)/ Institutions équivalentes, qui en sont la conséquence directe. Par ailleurs, la création de l'Université d'Asie du

---

<sup>1</sup> Priyanka Kher. Political Economy of Regional Integration in South Asia, UNCTAD, Geneva, 2012

Sud est une avancée remarquable dans le champ de l'éducation et de la recherche, ainsi que dans le cadre de l'échange culturel entre les étudiants d'Asie du Sud.

De plus, l'Accord sur la zone de libre-échange d'Asie du Sud (SAFTA), qui s'est imposé avec l'objectif majeur d'augmenter le volume de commerce intrarégional en Asie du Sud, a fait naître l'espoir d'une coopération régionale plus aboutie. De multiples traités commerciaux préférentiels et unilatéraux existent dans la région. Par exemple : les accords bilatéraux entre l'Inde et le Sri Lanka, tels que l'Accord de libre-échange entre l'Inde et le Sri Lanka (ISLFTA) qui fonctionne avec succès depuis 2000, et les négociations d'un Accord de partenariat économique général (APEG ou CEPA) toujours en cours d'élaboration. L'Inde possède un accord commercial préférentiel avec l'Afghanistan et des traités commerciaux opérant de facto comme des accords de libre-échange avec le Bhoutan et le Népal. Les exportations de tous les pays les moins développés (PMD) sont autorisées à entrer en Inde en franchise de droits et de restrictions de quotas. Bien que ces traités commerciaux préférentiels et unilatéraux fonctionnent bien, ils ont toutefois eu pour conséquence de renforcer l'accord commercial régional. La SAFTA n'a pas été en mesure d'accroître les échanges régionaux au-delà de six pourcent. Cependant, l'importance de la SAFTA ne peut être sous-estimée et au contraire, des relations commerciales assez fortes peuvent être développées en rattachant tous les accords commerciaux à la SAFTA. On a également parlé de possibilités futures pour la formation d'une union plus forte, similaire à l'Union Européenne, qui aurait une monnaie commune et ses frontières ouvertes à tous les membres de l'ASACR, et le SAFTA peut constituer une avancée importante pour concrétiser cet objectif. Il est également particulièrement important d'atteindre l'objectif de la création d'une Union Economique Sud-Asiatique (UESA-SAEU).

Ainsi que le stipule la Charte de l'ASACR, la croissance économique et le développement social basés sur la justice, l'équité et la démocratie sont interdépendants et se renforcent mutuellement. Dès lors, les échanges économiques sont susceptibles de promouvoir encore plus des relations bilatérales et ils demeurent la meilleure manière d'augmenter encore la stabilité dans la région, et de promouvoir la démocratie et le développement en parallèle. Néanmoins, il existe d'importantes dynamiques qui doivent être scrupuleusement examinées afin de comprendre les raisons fondamentales qui empêchent toute consolidation du bloc régional.

### **Le Sommet de Katmandou**

Le 18<sup>e</sup> Sommet de l'ASACR qui s'est tenu en novembre 2014 à Katmandou n'a répondu que partiellement aux attentes. Le thème du Sommet était « une meilleure intégration pour la paix et la prospérité ». Ce choix impliquait de mettre l'accent sur une meilleure intégration à travers la création d'un espace de libre-échange dont les caractéristiques étaient la libéralisation des échanges, les investissements, l'élimination des barrières non tarifaires, et en général, cela allait plus loin que les questions d'accès au marché traditionnel ou que l'instauration de la paix. Les problèmes tels que le terrorisme, le changement climatique, la connectivité régionale et le marché commun, ont été remis à plus tard; de nouveaux projets de programmes tels que le lancement d'un satellite régional de communication, des services de chemins de fer, un accord sur les véhicules à moteur établi par l'ASACR et une coopération énergétique ont également été proposées. Le Népal a élaboré une déclaration du Sommet en 31 points, qui inclut de manière exhaustive tous les cadres sur lesquels il

conviendra de se concentrer pour le développement à venir de l'ASACR qui a reçu l'approbation de tous les pays membres. D'autres problèmes concernaient les actions communes portant sur la coopération dont le but est de « contenir les maladies contagieuses comme Ebola, le VIH/SIDA, etc. ». En outre, la formation d'une union plus ambitieuse avec une monnaie unique était une autre proposition visionnaire des participants. Une autre proposition concernait la liberté de mouvement des personnes et la création d'un visa commun au sein de la région de l'ASACR afin d'augmenter le degré de contact d'individu à individu dans la région.

Mais malgré les trois accords importants préparés – qui portent sur la coopération dans le domaine de l'énergie et sur une facilité d'accès aux véhicules à moteur et aux chemins de fer –, seul un accord cadre sur la connectivité régionale concernant l'électricité a été signé. Cet accord est destiné au commerce transfrontalier de l'électricité et à créer un réseau électrique homogène à travers l'Asie du Sud. D'importants accords ont également été signés au niveau bilatéral ; par exemple, celui concernant l'amélioration des services de transports entre l'Inde et le Népal. En guise de commentaires sur l'issue du Sommet, certains observateurs ont suggéré d'apporter une attention supplémentaire à la coopération sous-régionale.<sup>2</sup>

Cependant, la relation tendue entre l'Inde et le Pakistan a eu un impact négatif durant le Sommet, faisant s'éloigner toute perspective de coopération future. Ces tensions ont également eu un impact sur l'essor de l'ASACR et sur le développement de la collaboration parmi les pays de la région.

### **Les défis concrets**

Historiquement, il existe un facteur important qui maintient l'Asie du Sud divisée et il convient de le prendre en considération avant toute analyse plus avancée. Il s'agit du fait que l'ASACR se compose de pays partageant une « éminence inégale », tant géographiquement qu'économiquement. Les membres de l'ASACR donnent l'impression d'être les fragments d'un « tout ». Dans le cas de l'Inde et du Pakistan dont la relation est faite de séparations et de volontés vindicatives, ce n'est pas une rivalité qui s'exprime au niveau idéologique ou économique ou encore dans le domaine de la sécurité, mais il s'agit d'une méfiance générée entre les régimes au pouvoir des deux pays. Une situation similaire existe dans le cas du Pakistan et du Bangladesh. Le Bhoutan est un autre pays qui demeure placé sous le protectorat direct de l'Inde. Le Sri Lanka et l'Inde partagent également une relation politique tendue en raison des mouvements « Tamil Tigers », tandis que le nationalisme du Népal s'est toujours focalisé sur des slogans anti-Indiens.

Alors que la souveraineté relève souvent de différences civilisationnelles, les pays de l'ASACR sont faits d'identités qui se chevauchent les unes les autres et gommant les frontières identitaires existantes, tout en accroissant l'insécurité. Dans un tel contexte, l'Inde, qui est la seule nation de la région à faire partie des grandes puissances mondiales, est perçue comme une source d'insécurité par les Etats plus petits, plutôt que comme un facteur avantageux. Inversement, l'Inde a

---

<sup>2</sup> Confère: Pradumna B. Rana. As SAARC drags its feet, South Asia should turn to sub-regionalism, 25 December 2014, <http://www.eastasiaforum.org/2014/12/25/as-saarc-drags-its-feet-south-asia-should-turn-to-sub-regionalism/>

parfois perçu l'ASACR comme un ralliement de nations plus petites voulant s'opposer à elle. En outre, le fait que la Chine soit devenue un membre observateur de l'organisation et qu'elle insiste pour devenir un Etat membre font que la relation déjà incompatible entre l'Inde et les Etats plus petits soit encore plus ambiguë qu'elle n'est déjà. De toute évidence, des relations commerciales égales ne peuvent être établies dans un environnement politique bilatéral inégal et ambigu, au moment où les relations économiques telles qu'elles sont dans le modèle mondial actuel sont justement guidées par la dynamique d'interaction qui existe entre la culture, la politique et l'économie.

Les problèmes en Asie du Sud ont de multiples facettes. La conceptualisation de la notion d'Etat a souvent été basée, non sur une vision unique mais sur des idées contrastées. L'idée contrastée de démocratie s'explique par la structure de régime que ces Etats ont adoptée. Les conceptions du Népal, du Bhoutan et du Pakistan reposent exclusivement sur des préceptes théologiques. Le Pakistan a élaboré son Etat sur des principes propres à l'Islam, et le Népal en est venu à être le seul *Hiindu rashtra* au monde. L'incapacité à résoudre adéquatement les défis liés aux minorités linguistiques a conduit le Sri Lanka à un conflit perpétuel ; le Bangladesh affirme son identité en marquant ses différences linguistiques par rapport au Pakistan. Le régime militaire autocratique du Pakistan, les problèmes actuels de gouvernance en Afghanistan et le régime monarchique au Népal en ajoutent à la complexité, non seulement pour la conceptualisation régionale de démocratie, mais aussi pour l'interprétation globale, encore inachevée, de la démocratie. L'Inde, en revanche, est une nation résolument démocratique qui incorpore une vaste diversité, que l'on peut considérer comme le principe fondamental de l'Inde.

Tous les facteurs mentionnés ci-dessus expliquent que l'on trouve en Asie du Sud des interprétations très différentes de ce qu'est un Etat et de ce qu'est la liberté. Par ailleurs, ce type de développement contradictoire concernant l'idée d'Etat a créé des divisions idéologiques profondes parmi les Etats membres, entravant ainsi toute coopération régionale et produisant des résultats décevants pour l'ASACR. Au lieu de bâtir des fondations communes permettant l'union, les Etats membres se sont plutôt concentrés sur l'élaboration de mécanismes destinés à se contrer les uns les autres et à protéger leur propre souveraineté face à celle des autres. La diversité religieuse et culturelle, qui aurait pu être un outil de coopération formidable pour l'Asie du Sud, a entretenu des querelles déjà vivaces. Les conflits intérieurs envahissent encore l'Asie du Sud et ont été essentiellement déclenchés par la diversité religieuse et culturelle, elle-même déterminée par les intérêts économiques.

Pour cette raison, l'existence d'idéologies opposées et d'un paradigme fonctionnel du modèle prédominant de coopération a empêché la région de se développer en un puissant bloc intégré économiquement, et ce, malgré l'existence de toutes les ressources nécessaires. Face à un partenariat aussi incompatible, une avancée déterminante ne sera possible qu'en passant en priorité par la résolution de ces problèmes bilatéraux : cela ouvrira la voie à une vision de qualité nouvelle pour la coopération régionale en Asie du Sud.

***Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne doivent pas être confondues avec celles du Comité de Direction du CIAS, ni avec celles de l'Institut des études sur la paix et les conflits de New Delhi.***

➤ ***Transformer notre monde après 2015 : appel universel à l'action***

Publié en décembre 2014, le Rapport de synthèse du Secrétaire Général des Nations Unies, longtemps attendu et tant espéré, affirme que « nous sommes face à un choix historique : Prendrons-nous la voie qui nous permettra de tenir nos promesses ou, au contraire, celle qui nous conduira à l'échec? À l'heure de la mondialisation de l'économie et de l'hypertechnologie, nous avons la possibilité de décider de mettre fin aux fléaux immémoriaux de l'extrême pauvreté et de la faim plutôt que de continuer à détériorer notre planète et à laisser d'intolérables inégalités créer du ressentiment et semer le désespoir. Notre ambition est de parvenir à un développement durable pour tous. »

D'après le rapport, l'année 2015 offrira aux dirigeants et aux peuples du monde l'occasion unique d'en finir avec la pauvreté et de construire un monde plus adapté aux besoins des êtres humains et aux impératifs de transformation de l'économie, tout en veillant à protéger l'environnement, à faire régner la paix et à donner effet aux droits de l'homme. Les Etats membres ont demandé au Secrétaire général, aux fins des négociations intergouvernementales, de résumer l'ensemble des contributions qui auraient été reçues au sujet du programme de développement durable pour l'après-2015 et de lui présenter un rapport de synthèse avant la fin de 2014. Il s'agit d'y esquisser la marche à suivre pour permettre à chacun de vivre dans la dignité d'ici 15 ans, compte tenu de l'expérience acquise ces 20 dernières années en matière de développement et des contributions rassemblées dans le cadre d'une vaste concertation ouverte à tous.

Le rapport propose un programme de développement durable universel et porteur de changement, reposant sur les droits et centré sur l'être humain et la planète. Six points clefs sont proposés afin de structurer et de consolider le programme, et afin de garantir qu'il ne trahit ni la façon de voir des États Membres ni leur ambition, et qu'il est applicable au niveau national : a) dignité : en finir avec la pauvreté et lutter contre les inégalités; b) êtres humains : garantir à tous l'accès à la santé et au savoir et donner toute leur place aux femmes et aux enfants; c) prospérité: développer une économie forte qui profite à tous et favorise le changement; d) planète : protéger les écosystèmes dans l'intérêt de toutes les sociétés et des générations futures; e) justice : favoriser l'édification de sociétés sûres et pacifiques et la mise en place d'institutions solides; f) partenariat : faire jouer la solidarité mondiale au service du développement durable.

Ce rapport souligne également le fait que pour mener à bien un programme de développement durable intégré, il faut disposer de moyens d'action eux aussi intégrés, notamment en ce qui concerne le financement, la technologie et la mobilisation des ressources. En outre, le rapport rappelle que les promesses ne deviendront pas réalité sans une culture de responsabilité partagée. C'est pourquoi il est proposé d'établir un dispositif d'examen et de suivi des réalisations reposant sur un arsenal statistique étoffé et sur l'exploitation de données nouvelles et non traditionnelles. Il importe par ailleurs que le système des Nations Unies soit à même de relever les

défis du nouveau programme. Il est possible de faire accéder chaque être humain à la dignité d'ici 15 ans à condition de faire preuve collectivement de volonté politique et de dégager les ressources nécessaires pour renforcer le système multilatéral et nos nations respectives.

Pour plus de détails, veuillez consulter le fichier :

[http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/69/700&Lang=E](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/69/700&Lang=E)

➤ ***En route vers la Conférence mondiale conjointe de Séoul***

Les représentants des trois organisations partenaires –l'Association Internationale des Ecoles de Travail Social (AIETS), le Conseil International d'Action Sociale (CIAS) et la Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux (FITS)- se sont rassemblés du 20 au 22 janvier 2015 à Vancouver au Canada afin de discuter du travail de préparation pour la Conférence mondiale conjointe sur le travail social, l'éducation et le développement social, qui est prévue en juin 2016 à Séoul en République de Corée. Le thème prioritaire de la Conférence est « Promouvoir la dignité et la valeur des personnes ».

Le programme de la réunion de Vancouver comprenait les rapports soumis par le Comité local d'organisation (LOC) et par le Comité international au programme (IPC) – créés tous deux par les organisations partenaires en coopération avec les hôtes de la Conférence. A l'ordre du jour étaient notamment la mise en œuvre du Programme mondial, les priorités du moment et les avancées de l'organisation. Les trois Présidents de l'AIETS, du CIAS et de la FITS – Vimla Nadkarni, Michael Cichon et Ruth Stark – ont assisté à la réunion en prenant activement part aux discussions qui étaient directes et productives.

Les participants de la réunion ont examiné la liste des intervenants retenus par l'IPC et ont proposé des modifications pertinentes afin d'avoir une meilleure répartition géographique ainsi qu'un équilibre entre hommes et femmes au sein des intervenants qui seront conviés à l'événement. Les participants ont également débattu de la question du financement de la conférence, notamment quel montant de frais d'inscription proposer. Il a été remarqué que le budget proposé se base sur le principe d'une participation relativement élevée (plus de 3 000 participants à la conférence) ; on considère qu'au moins un tiers des participants seront de la région.

Il a été convenu qu'il était nécessaire de développer une stratégie de promotion à l'échelle locale et internationale pour la conférence, et ce, notamment par le biais d'une coopération étroite entre les trois partenaires aux niveaux national et régional. On a également souligné qu'il était impératif que le document final de la Conférence soit validé par tous.

On envisage de lancer les appels à contribution un an avant la Conférence. Il a été convenu que la participation des praticiens à la Conférence mondiale conjointe était aussi importante que la participation des universitaires, et que tout devrait être mis en œuvre afin de faciliter leur participation. Si la soumission d'un résumé conditionne des demandes de bourses, alors il est impératif de donner du temps aux praticiens pour soumettre leur résumé dans le cadre de leur

demande de financement. Cela représentera un possible défi, étant donné le délai précoce qui a été proposé pour rendre les résumés.

La réunion du Groupe de Coordination sur le Programme mondial, qui s'est déroulée dans le cadre de la réunion de Vancouver, s'est concentrée sur la mise en œuvre du Programme mondial, notamment sur les spécificités de la préparation concernant le prochain rapport sur le thème prioritaire qui sera présenté en 2016 à Séoul.

➤ **Ressources et liens utiles**

**1. Intégration régionale en Asie du Sud : tendances, défis et perspectives.  
Londres, 2014.**

Mohammad A. Razzaque and Jurendra Basnett (eds.)

Le rapport préparé par le Secrétariat du Commonwealth présente une évaluation objective de la coopération commerciale et économique entre les nations sud-asiatiques et souligne les enjeux en matière de mesures politiques destinées à favoriser l'intégration régionale.

Rédigés par des analystes et des chercheurs influents, les 24 chapitres du volume rassemblent des visions du Bangladesh, d'Inde, des Maldives, du Népal, du Pakistan et du Sri Lanka, et examinent également de nouveaux domaines de coopération, tels que les placements, les chaînes d'approvisionnement, les réseaux énergétiques et les réseaux de transports transfrontaliers.

Pour de plus amples détails : <http://books.thecommonwealth.org/regional-integration-south-asia-hardback>

**2. Les impacts de l'universalisation. Une étude de cas sur la protection sociale en Thaïlande et la couverture de santé universelle. UNRISD, Genève, 2014**

Prapaporn Tivayanond Mongkhonvanit et Piya Hanvoravongchai

Le document de travail préparé à l'intention de l'UNRISD examine les spécificités de la politique de santé en Thaïlande et identifie les principaux facteurs permettant l'universalisation des soins de santé dans le pays. L'analyse des tendances de l'extension de la sécurité sociale est menée au niveau des rapports politiques et institutionnels entre les soins de santé, des politiques économiques et de la protection sociale.

Pour plus de détails :

<http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/search/4712B9641EDCF852C1257DA2004DE30C?OpenDocument>

Rédacteur de la newsletter : Sergei Zelenev, Directeur exécutif :  
ICSW, 5700 Arlington Ave., Bronx, New York, 10471 (US Office)  
Phone: +1 347-526- 4893,  
E-mail: [szelenev@icsw.org](mailto:szelenev@icsw.org), [icsw@icsw.org](mailto:icsw@icsw.org)  
Website [www.icsw.org](http://www.icsw.org);  
Traduction française: Ohrem Stephanie

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette newsletter, merci de cliquer "[ici](#)" en nous communiquant votre nom et adresse mail



